

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 20 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



PELTIER BOIS

ZI de Mézaubert
35133 Javené

Code AIOT : 0005503458

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement PELTIER BOIS implanté Z I de Mézaubert 35133 Javené. L'inspection a été annoncée le 06/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PELTIER BOIS
- Z I de Mézaubert 35133 Javené
- Code AIOT : 0005503458
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Peltier Bois est une entreprise de négoce de bois, avec une partie de travail du bois et une partie de traitement du bois. Elle emploie 53 personnes. L'installation de Javené dispose d'un stock important de bois pour en envoyer vers les autres installations en France.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- réseau piézométrique,
- produits biocides,
- prévention des risques accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
2	Surveillance des eaux souterraines Réseau piézométrique	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 4.3.7	4 mois
3	Protection des piézomètres Mise en sécurité du puits	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	1 mois
4	Protection des piézomètres Capot du piézomètre	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	1 mois
5	Identification des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
8	Surveillance des eaux souterraines Paramètres de suivi	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 4.3.7	1 mois
10	Produits dangereux Mise à jour de la FDS	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.2.1	1 mois
13	Prévention des la pollution Rédaction d'une procédure	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.4.1	1 mois
16	Prévention des la pollution Rétention	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.5.3	15 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Propreté	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 2.3.1	Sans objet
6	Entretien des piézomètres	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11	Sans objet
7	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 4.3.7	Sans objet
9	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 4.3.7	Sans objet
11	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.3.1	Sans objet
12	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.3.3	Sans objet
14	Prévention des la pollution	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.4.2	Sans objet
15	Prévention des la pollution	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.4.4	Sans objet
17	Prévention des la pollution	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.5.9	Sans objet
18	Nom du produit biocide	Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 8.3.1	Sans objet
19	Nom du produit biocide	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.522-2-I	Sans objet
20	Utilisation du produit biocide	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.522-1-I	Sans objet
21	Fiche de données sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
22	Etiquetage	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
23	Respect FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe I Point 5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a envoyé un porter à connaissance début juin pour augmenter sa capacité de stockage des bois à 40 000 m³ et informer de l'installation de panneaux photovoltaïques sur l'un de ses bâtiments.

Dans son porter à connaissance l'exploitant a oublié d'indiquer la rubrique 1185-2-a, qu'il exploite sans modification.

Le réseau piézométrique doit être revu, d'une part en remplaçant le puits qui sert à la surveillance et d'autre part pour la mise en conformité à l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 (applicable en mars 2025). Le remplacement du puits est indépendant de l'arrêté ministériel du 2 mars 2023. Il est recommandé à l'exploitant d'avoir une réflexion globale de son réseau piézométrique et de ne pas attendre mars 2023 pour revoir son réseau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Le jour de la visite, le site était propre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau piézométrique
Prescription contrôlée : La qualité de la nappe souterraine sera contrôlée à partir d'un piézomètre et un puits, localisés sur l'annexe 2 jointe au présent arrêté.
Constats : L'arrêté ministériel du 02/03/23 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2415 précise les modalités de surveillance de la qualité des eaux souterraines dans son article 9.3 : trois forages (un amont et deux aval).
Remarque 2023-01 : Cet article n'est applicable aux installations existantes qu'à compter de 2025. Le réseau actuel n'étant pas conforme à cet article, l'inspection invite l'exploitant à se mettre en conformité dès que possible, et avant 2025.
Le puits en place ne respecte pas l'état de l'art de création des piézomètres de surveillance des eaux souterraines. Le puits correspond probablement au puits de l'ancien bâtiment présent sur le site (ancienne ferme?). Un piézomètre doit être installé en lieu et place du puits. Avant l'implantation du piézomètre, l'exploitant doit vérifier, autant que faire se peut, le sens prédictif de l'écoulement des eaux souterraines, de façon à ce que le piézomètre installé soit en aval hydraulique du bac de traitement des bois. NB : le sens d'écoulement des eaux souterraines ne pourra être confirmé qu'au travers d'un réseau de trois piézomètres non alignés et normés en mNGF. Si le réseau piézométrique n'était pas constitué, à terme, de trois piézomètres (un amont et deux aval hydraulique du bac de traitement), il sera demandé à l'exploitant de le compléter.
Observation 2023-02 : l'exploitant doit revoir son réseau piézométrique à cours terme (remplacement du puits). Il est dans l'intérêt de l'exploitant de procéder en une seule fois à la révision de son réseau piézométrique (3è piézomètre pour 2025).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention pollution
Prescription contrôlée : La tête des forages est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.
Constats : Le puits est enfermé dans une petite cabane. Une pompe fuyarde est présente au-dessus de l'ouverture du puits, pouvant entraîner une pollution directe des eaux du puits. De même, des bouteilles vides sont présentes dans la cabane.
Observation 2023-03 : l'exploitant doit retirer sans délai les déchets présents autour du puits. L'exploitant doit supprimer sans délai le risque de pollution immédiat des eaux souterraines par la pompe.
Observation 2023-04 : L'exploitant doit mettre le puits en sécurité (étanchéification, comblement, autre) vis-à-vis d'un éventuel déversement de produits ou d'eaux d'extinction d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet



N° 4 : Protection des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du forage conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du forage des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du forage est interdit par un dispositif de sécurité.
Constats : Le piézomètre dispose d'un capot fermé à clé. Toutefois le capot est corrodé à plusieurs endroits. Observation 2023-05 : l'exploitant doit remplacer le capot du piézomètre.
Le puits est recouvert de planches de bois puis d'une cabane (fermée à clefs). Ce dispositif n'est pas étanche à une éventuelle infiltration d'eau par la voirie. Cf observation 2023-04.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Identification des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Repérage des piézomètres
Prescription contrôlée : Tous les forages[...] sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration (loi sur l'eau?).
Constats : Ni le puits ni le piézomètre ne sont identifiés.
Observation 2023-06 : l'exploitant doit nommer le piézomètre et l'indiquer au niveau du piézomètre.
Remarque 2023-07 : il sera fait de même pour le(s) nouveau(x) piézomètre(s) qui sera (seront) mis en place pour compléter le réseau piézométrique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet



N° 6 : Entretien des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du réseau piézométrique
Prescription contrôlée : Les forages utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.
Constats : Le piézomètre est le long d'un bâtiment, sur la voirie. Il est visible. Du bois est stocké à proximité immédiate du piézomètre, le long du bâtiment où se situe le piézomètre. Remarque 2023-08 : l'exploitant veillera à ce qu'aucun bois ne soit stocké plus près du piézomètre ou au-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence d'analyse
Prescription contrôlée : Deux fois par an, à la période des basses eaux et des hautes eaux, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe [...].
Constats : L'exploitant effectue une surveillance semestrielle des eaux souterraines. L'arrêté ministériel du 02/03/23 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2415 précise les modalités de surveillance de la qualité des eaux souterraines dans son article 9.3 (entrée en vigueur en mars 2025) : <ul style="list-style-type: none">- surveillance semestrielle (hautes eaux et basses eaux),- relevé du niveau de la nappe. Remarque 2013-09 (relevé du niveau de la nappe) : une surveillance de la qualité des eaux souterraines avec seulement deux piézomètres, non normés en mNGF, ne permet pas de s'assurer de l'emplacement hydraulique des piézomètres, donc ne permet pas de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines. Il est recommandé à l'exploitant de se mettre en conformité avec l'arrêté ministériel dès que possible en installant un 3ème piézomètre et en normant les piézomètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Substances à analyser
Prescription contrôlée : L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de la nature des produits de traitement du bois utilisés.
Constats : Les produits biocides utilisés actuellement et depuis plus de 10 ans est l'Hydrokoat 6. L'une des substances actives est la cyperméthrine. La surveillance actuelle des eaux souterraines porte sur la cyperméthrine. L'arrêté ministériel du 02/03/23 prescrit des substances complémentaires à suivre : arsenic, cuivre, chrome, indice hydrocarbures, solvants (le cas échéant).
Observation 2023-10 : L'exploitant doit se positionner sur la nécessité de suivre les solvants. Le suivi de l'indice hydrocarbure est justifié du fait de la présence d'une station-service interne (un piézomètre doit se situer en aval hydraulique de la station-service).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats
Prescription contrôlée : Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réalisation.
Constats : L'exploitant déclare les résultats de sa surveillance sur l'application GIDAF en y joignant le rapport associé. Aucun impact n'a été mis en évidence sur les eaux prélevées dans les deux piézomètres du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité.
Constats : L'exploitant dispose de la FDS. La version présentée le jour de l'inspection est du 20/05/2015.
Observation 2023-11 : l'exploitant doit demander à son fournisseur la dernière version de la FDS (une version de 2017 a été trouvée sur Internet). Cette dernière sera mise au niveau du poste de traitement du bois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Circulation
Prescription contrôlée : Les voies de circulation et d'accès sont délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Constats : Le jour de l'inspection, les voies de circulation et d'accès étaient propre et dégagées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Installation électriques
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent [...]. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les deux derniers rapports de vérification des installations électriques ont été vus en inspection. Ils datent de janvier 2022 et février 2023. Quelques non-conformités ont été mises en évidence. Les actions correctives mises en place ne sont pas suivies par l'exploitant.
<u>Remarques 2023-12 :</u> l'exploitant doit suivre les levées de non-conformités et pouvoir les tracer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Prévention des la pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulation dangereuses [...] font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.
Constats : Une seule personne manipule le bac de traitement du bois en routine. Lors de ses congés, son absence est anticipée et le bois traité avant son départ, ou en cas de besoin, c'est le chef de parc qui réalise les quelques traitements du bois non anticipés. Aucune procédure écrite n'existe. L'agent attiré à ce poste dispose toutefois d'une fiche sur laquelle est indiquée le nom du produit, le fournisseur, la lecture au réfractomètre ciblée, le taux de dilution, la hauteur du liquide dans le bac, le temps de trempage.
Observation 2023-13 : l'exploitant doit rédiger une procédure relative au traitement du bois. Elle doit être mise au niveau du bac de traitement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet


N° 14 : Prévention des la pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les moyens de secours et d'intervention dont l'objet de vérification périodiques.
Constats : L'installation dispose d'un certain nombre d'extincteurs. Le nombre et la qualité ont été déterminés par le prestataire. Le suivi des extincteurs est annuel (rapports de janvier 2022 et janvier 2023 vus en inspection) et réalisé par la société R2S.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Prévention des la pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : 53 personnes travaillent sur le site. Elles sont toutes formées au risque incendie par renouvellement de 3 ans. Quelques intérimaires / vacataires sont embauchés, mais jamais sur le poste de traitement du bois. L'exploitant le leur dispense pas de formation aux risques incendie et accidentel mais ils suivent un process d'intégration dans lequel est rappelé les consignes de sécurité incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Prévention des la pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...].</p> <p>Constats : Le jour de la visite, un cubitainer de produit de traitement du bois était (exceptionnellement, selon l'exploitant) stocké dans des conditions différentes de celles habituelles. Le cubitainer était dans un bâtiment autre, sans rétention.</p> <p>Observation 2023-14 : Tout produit dangereux doit être associé à une rétention, que le stockage soit fait dans des conditions temporaires ou permanente. L'exploitant doit justifier de la mise sur rétention du cubitainer.</p>

<p>La rétention du cubitainer disposée à proximité du bac de traitement est fortement corrodée par endroit.</p> <p>Observation 2023-15 : bien que le bâtiment où est stocké (en hauteur) le cubitainer soit sur rétention souterraine, la rétention associée au cubitainer doit être remplacée afin de maintenir tout déversement du produit de traitement du bois au-dessus de la rétention souterraine. La mention de danger H290 indique que le produit de traitement du bois peut être corrosif pour les métaux. La qualité du bac de rétention devra être compatible avec les effets du produit.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet



N° 17 : Prévention des la pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 7.5.9
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : en 2012 et 2016
Prescription contrôlée : Le bassin tampon [...] sera équipé d'une vanne de fermeture dont le déclenchement permettra de confiner les eaux d'extinction incendie. Une procédure adaptée spécifique sera élaborée par l'exploitant qui devra notamment prévoir la fermeture de la buse d'arrivée à l'ouvrage 1 avant l'intervention des pompiers.
Constats : Observation 2012-18 : Il convient que l'exploitant adapte la trappe d'accès à la vanne de fermeture de la buse d'arrivée à l'ouvrage n°1 pour que celle-ci puisse être rapidement manœuvrée en situation accidentelle. Observation 2016-10 : L'exploitant doit mettre en place un dispositif fiable qui permette un accès rapide à la vanne de fermeture de la buse du bassin n°1. La vanne est accessible et a pu être manipulée le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Nom du produit biocide

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2007, article 8.3.1
Thème(s) : Produits chimiques, Nom du produit
Prescription contrôlée : Les noms des produits utilisés sera indiqué de façon lisible et apparente sur les appareils de traitement et les stockages de liquides, ou à proximité de ceux-ci.
Constats : Le cubitainer est fourni par le fabricant du produit et l'étiquetage est déjà en place lors de sa réception. Une étiquette est présente sur le bac de traitement du bois avec l'indication du produit, le numéro de l'autorisation de mise sur le marché et des recommandations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Nom du produit biocide

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.522-2-I
Thème(s) : Produits chimiques, Nom du produit
Prescription contrôlée : Le responsable de la mise à disposition sur le marché d'un produit biocide déclare ce produit à l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail mentionnée à l'article L. 1313-1 du code de la santé publique préalablement à la première mise à disposition sur le marché.
Constats : Le produit Hydrokoat 6 est déclaré sur l'application BioCid de l'ANSES. L'autorisation de mise sur le marché du produit date du 25/11/2017.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Utilisation du produit biocide

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article L.522-1-I
Thème(s) : Produits chimiques, Utilisation du biocide
Prescription contrôlée : Les conditions dans lesquelles la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides et des articles traités par ces produits et leur expérimentation sont autorisées ainsi que les conditions dans lesquelles sont approuvées les substances actives contenues dans ces produits sont définies par le règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides et par le présent chapitre.
Constats : Le produit est autorisé pour l'usage TP 08 – produits de protection du bois. Les trois substances actives ont été approuvées en 2015.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Fiche de données sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Accès des travailleurs aux informations
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : La FDS est en français. Voir la Remarque 2023-11.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Etiquetage

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage
Prescription contrôlée : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs. b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage. c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19. e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20. f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21. g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22.
Constats : Les informations sont présentes sur les cubitainers et correspondent à celles présentes dans les FDS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet



N° 23 : Respect FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe I Point 5.1
Thème(s) : Produits chimiques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les mesures de gestion des déchets visant à réduire ou à éviter l'exposition des êtres humains et de l'environnement à la substance durant l'élimination et/ou le recyclage des déchets.
Constats : Les emballages souillés sont remis au prestataire en charge des déchets, la société Chimirec.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet